

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 29 avril 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Soutien au développement
territorial et animation - Pôles de
compétitivité - Attribution de subventions

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

N° Enregistrement : BC.2019.048

Monsieur LEONETTI,

Date de la convocation :
Le 23/04/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 MAI 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

Par délibération n°CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la CASA s'est engagée à poursuivre et à renforcer son soutien aux acteurs du développement économique situés sur son territoire.

Les Pôles de compétitivité représentent l'une des composantes essentielles de cet écosystème d'innovation, de développement économique, de R&D et de croissance.

Un Pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, petites et grandes, des laboratoires de recherche et des établissements de formation.

Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique. Un Pôle de compétitivité a vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de R&D particulièrement innovants tout en accompagnant le développement et la croissance des entreprises. Le rapprochement de ces différents acteurs constitue une source d'innovation et d'attractivité pour le territoire concerné.

La CASA soutient aujourd'hui trois Pôles de compétitivité basés au Business Pôle de la Technopole de Sophia Antipolis, en forte interaction avec notre écosystème d'entreprises, de laboratoires et d'enseignement supérieur.

Les Pôles de Compétitivité participent depuis de nombreuses années au développement et à l'attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Animations thématiques, ateliers, networking et conférences ;
- Accompagnement personnalisé des entreprises sur les filières à tous les stades de développement ;
- Projets collaboratifs R&D F.U.I associant des entreprises du territoire et des laboratoires de recherche pour des projets structurants ;
- Organisation de présences collectives sur des salons professionnels nationaux et internationaux ;
- Business (rapprochement des entreprises et des donneurs d'ordre, clients-fournisseurs) ;
- Travail sur la GEPC et les RH en lien avec l'enseignement supérieur et la recherche publique-privée ;
- Travail prospectif sur les innovations de rupture ou les secteurs à forte croissance.

Les objectifs des Pôles de Compétitivité s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de Sophia Antipolis.

A cet égard, l'anniversaire des 50 ans de Sophia Antipolis sera l'opportunité de célébrer 50 années de recherche, d'innovation et de développement économique du territoire avec une projection sur les 50 prochaines années et la technopole du futur.

Ce cinquantenaire est également l'occasion de mettre en avant les réussites d'un projet ambitieux :

- Etre un territoire pionnier de l'innovation en France et à l'étranger ;
- Combiner avec succès les besoins d'un territoire local aux enjeux économiques et sociétaux d'envergure nationale ;
- Attirer constamment des investisseurs, les talents et les étudiants étrangers ;
- Créer et animer un écosystème complexe de recherches, d'innovations et d'entrepreneuriat à fort développement.

Afin de sensibiliser et d'impliquer les différentes cibles (entrepreneurs, start-ups, décideurs et investisseurs), un vaste programme de communication et d'animation est organisé tout au long de l'année 2019, intégrant des événements de formats et de contenus divers (conférences, ateliers, expositions...) en collaboration avec les différents acteurs institutionnels, académiques, économiques et associatifs sophilopolitains, et notamment les Pôles de compétitivité :

- **SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) :** Filière des solutions communicantes sécurisées sur l'ensemble des métiers des TIC et du Silicium aux usages (11 salariés, 304 adhérents, Business Pole) :
 - Une focalisation sur 4 domaines clés : Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des objets, Big Data & IA ;
 - Pour servir 5 marchés d'application en forte croissance : Industrie 4.0, Smart cities, Logistique & Transport, E-snté & Bien-être, Véhicule connecté ;
 - Actions sur le territoire de Sophia Antipolis : Micro-électronique 2020, coordination IoT (Objets connectés), Booster Co-space, FTCA, EducAzur, Inriatech, animations, accompagnement des membres, salons professionnels internationaux.

- **SAFE (Sécurité Globale)**: 1^{er} Pôle européen dédié au domaine de la sécurité globale et des services associés (filières aéronautiques et spatiales). Fusion des Pôles RISQUES et PEGASE (19 salariés, 450 adhérents, Business Pole) :
 - Principaux axes stratégiques: Industries d'excellence (Hélicoptères, Drones, Systèmes autonomes, Dirigeables, Satellites) / Intégration et Conception de solutions et de services / Sécurité et Vulnérabilité des territoires) ;
 - Actions sur le territoire de Sophia Antipolis: émergence et construction de projets innovants, développement du réseau d'adhérents en France et à l'international, animations thématiques, Open Innovation et salons professionnels ;
 - Action SAFE-BOOSTER (Sécurité Globale): une plateforme de détection et d'accompagnement des projets innovants (BOOSTER PACA) :
 - Principaux axes stratégiques : développement et valorisation des données et des services spatiaux (images satellitaires) dans de nouveaux domaines (Smart City, Energie, Urbanisme, Santé, Services mobiles, Sécurité, Maritime) ;
 - Actions sur le territoire de Sophia Antipolis : BOOSTER PACA s'inscrit sur la feuille de route de 7 Pôles de compétitivité: projets R&D collaboratifs, spatial, numérique, maritime, animation et communication, accompagnement de Start-Up.

- **EUROBIOMED (Santé, Biotech, Sciences et Technologies du Vivant, MedTech, Vieillessement)**: Pôle régional PACA+Occitanie (11 salariés, 261 adhérents, 2^{ème} Pôle de compétitivité en nombre de brevets déposés, 1^{er} en immunothérapie et diagnostic) :
 - Principaux axes stratégiques : biotechnologies, santé, immunothérapie et diagnostics ;
 - Actions sur le territoire de la Sophia Antipolis : projets collaboratifs FUI, accompagnements spécialisés des entreprises (CellComp), animations thématiques, événements Biorezo, événementiels, salons professionnels.

Dans ce contexte, les trois pôles de compétitivité sollicitent une participation financière de la C.A.S.A. sur l'exercice 2019, selon la répartition suivante :

	2018		2019		
	Montant demandé	Montant versé	Montant demandé	Montant proposé	Budget total
POLE SCS	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	1 798 033 €
POLE SAFE	45 000 €	25 000 €	45 000 €	25 000 €	4 360 028 €
POLE EUROBIOMED	12 000 €	5 000 €	10 000 €	10 000 €	1 331 942 €

Par rapport au budget prévisionnel de ces entités, les ratios s'établissent comme suit :

	2019		
	Montant proposé	Budget total	Ratios
POLE SCS	30 000 €	1 798 033 €	1,7%
POLE SAFE	25 000 €	4 360 028 €	0,6%
POLE EUROBIOMED	10 000 €	1 331 942 €	0,75%

Au total, le montant de la subvention proposée au titre de l'exercice 2019 pour les trois Pôles de compétitivité représente un coût de 65 000 € pour la CASA.

En termes d'indicateurs de performance, il est proposé d'instaurer pour chaque entité les indicateurs d'évaluation suivants :

Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque Pôle, tout en favorisant la Recherche académique.	
POLE SCS POLE SAFE POLE EUROBIOMED	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux adhérents sur le territoire sophipolitain • Stratégie / Action de fidélisation / Recrutement • Enquête de satisfaction des ressortissants sophipolitains • Nombre et contenu d'accompagnements personnalisés des entreprises sur la filière • Nombre de projets FUI avec des partenaires sophipolitains • Nombre et contenu de projets collaboratifs (entreprises/recherche) • Implication des expertises du Pôle dans les projets structurants sophipolitains, ou filières porteuses • Ingénierie de projets / AMO en partenariat avec la CASA (filiales, formation, projets à fort enjeux) • Communication et valorisation du territoire sophipolitain dans les parutions des Pôles • Financement (ration publique/privé)
Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers la participation et organisation d'évènements thématiques	
POLE SCS POLE SAFE POLE EUROBIOMED	<ol style="list-style-type: none"> 1. Participation et promotion des événements consacrés aux 50 ans de Sophia Antipolis 2. Conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions, Clusters ou groupes de travail en faveur des entreprises du numérique 3. Participation aux événements organisés par la Direction « Développement de la Technopole Sophia Antipolis » : conférences, présentations, séances de networking, délégations... 4. Organisation de concours sur Sophia Antipolis 5. Participations d'entreprises/structures sophipolitaines sur des salons professionnels (nationaux et internationaux) 6. Nombres et contenu des animations et évènementiels sur le territoire de Sophia Antipolis

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le versement d'une subvention de 65 000 € aux trois Pôles de Compétitivité au titre de l'exercice 2019, répartie comme suit :
 1. 30 000 € pour le POLE SCS
 2. 25 000 € pour le POLE SAFE
 3. 10 000 € pour le POLE EUROBIOMED ;
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Pôles de Compétitivité, dont les projets figurent en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574/90 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le versement d'une subvention de 65 000 € aux trois Pôles de Compétitivité au titre de l'exercice 2019, répartie comme suit :
 1. 30 000 € pour le POLE SCS
 2. 25 000 € pour le POLE SAFE
 3. 10 000 € pour le POLE EUROBIOMED ;
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Pôles de Compétitivité, dont les projets figurent en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574/90 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 29 avril 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION POLE SCS – SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Pôle de Compétitivité SCS, créée en décembre 2005, est régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de mettre en œuvre et participer à toute action en faveur du développement du domaine des Solutions Communicantes Sécurisées en PACA, dont le siège social est situé Place Paul Borde 13790 ROUSSET, représentée par Lionel LAPRAST son Président agissant au lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **SCS**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

La C.A.S.A gère la technopole de Sophia Antipolis qui compte 2500 entreprises, en majorité dans des domaines de haute technologie, 38000 emplois, avec une croissance nette de 1000 emplois par an, et totalise un chiffre d'affaires de 5,6 milliards d'euros soit l'équivalent du chiffre d'affaires du tourisme de l'ensemble de la Côte d'Azur. Sophia Antipolis constitue un objet unique caractérisé par la fertilisation croisée et de nombreuses collaborations entre les différents acteurs : laboratoires, monde académique, start-ups, grandes entreprises.

En 2019, l'anniversaire des 50 ans de Sophia Antipolis sera l'opportunité de célébrer 50 ans de recherche et d'innovation et de développement économique du territoire avec une projection sur les 50 prochaines années et la technopole du futur.

Ce cinquantenaire est le moment idéal pour faire le point sur les réussites d'un projet ambitieux :

- être un territoire pionnier de l'innovation en France et à l'étranger ;
- avoir réussi le pari de combiner besoins d'un territoire local à des enjeux économiques et sociétaux d'envergure nationale ;
- attirer constamment des investisseurs, les talents et étudiants étrangers ;
- créer et animer un écosystème complexe de recherches, d'innovations et d'entrepreneuriat à fort développement.

Afin de sensibiliser et impliquer les différentes cibles (entrepreneurs, start-ups, décideurs et investisseurs), plusieurs actions de communication et événements de formats et contenus divers

seront organisés tout au long de l'année 2019 (conférences, ateliers, expositions...) en collaboration avec les différents acteurs institutionnels, académiques, économiques et associatifs sophilopolitains.

La C.A.S.A. soutient le Pôle de Compétitivité SCS, pôle régional présent en PACA, au travers de ses 304 adhérents, qui accompagne sur le territoire de la Technopole Sophia Antipolis la filière des Solutions Communicantes Sécurisées. Cette filière est un domaine où les innovations et les ruptures technologiques sont nombreuses ; elle se focalise sur 4 domaines clés (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data & IA), pour servir 5 marchés d'applications en forte croissance (Industrie 4.0, Smart Cities, Logistique & Transport, E-santé & bien-être, Véhicule connecté).

Conformément à ses statuts, SCS est une association professionnelle, à but non lucratif, dont l'objet est de fédérer l'écosystème des Solutions Communicantes Sécurisées et de favoriser par différents moyens, notamment au travers de son offre de services, la croissance des entreprises en lien avec la recherche publique, dont elle se veut être le relais local.

SCS souhaite également promouvoir au niveau du territoire le montage et l'ingénierie de projets collaboratifs FUI ou autres dispositifs régionaux / européens sur la filière, générer les avancées technologiques « Industry first » dans les 4 domaines stratégiques du Pôle, travailler sur la microélectronique, collaborer sur les projets SAFE-Booster - EducAzur – Inriatech et enfin animer la filière en synergie avec l'écosystème local.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association SCS s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'animation, la promotion, le rayonnement et la visibilité de l'écosystème des solutions communicantes sécurisées du territoire sophilopolitain, mais aussi favoriser le montage de projets collaboratifs sur la thématique avec les entreprises sophilopolitaines et la collectivité territoriale, en lien également avec les OIR.

Les objectifs sont :

- Animer et développer l'écosystème des solutions communicantes sécurisées (entreprises, laboratoires, réseaux, ...) sur la Technopole
- Accompagner les PME sophilopolitaines dans leur stratégie de croissance via une offre de services spécifique de l'innovation à la commercialisation
- Impliquer les entreprises et laboratoires sophilopolitains dans un processus de projets collaboratifs avec la recherche publique
- Soutenir la stratégie microélectronique 2020
- Coordonner des thématiques IoT et Big Datas
- Organiser des événements thématiques et de networking sur le territoire de Sophia Antipolis

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association SCS pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association SCS s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué 1 798 033 €, correspondant au budget prévisionnel global de l'association, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 30 000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilan intermédiaire – Evaluation intermédiaire

SCS s'engage à fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions au cours du premier semestre 2020.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par SCS.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

SCS s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association SCS remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020.
- Si l'Association SCS est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **SCS devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

SCS reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association SCS, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

SCS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Le Président du
POLE SCS

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Lionel LAPRAST

Jean LEONETTI

Budget previsionnel Association SCS 2019

Intitulé des dépenses		BUDGET GLOBAL	Intitulé des recettes	BUDGET GLOBAL
60 - Achats			74 - Subventions	
604	604 - Achat d'études	-	Etat	-
605	605 - Achats de matériels, équipements	-	DIRECCTE	292 961
606	606 - Achats .. fournitures	2 500	<i>Dont à financer</i>	
61 - Services extérieurs				
611	611 - Sous traitance générale	-	Région PACA	322 059
613	613 - Locations	177 612	<i>Dont à financer</i>	-
614	614- Charges locative	-	Europe	
615	615- Maintenance	18 200	Projets Europe	194 373
616	616 - Assurances	2 700		
618	618 - Documentation	-		
62 - Autres services extérieurs			Communauté de communes	
			NCA	-
621	621 - Rémunérations d'intermédiaires	-	CASA	30 000
622	622 - Honoraires	323 301	CPA	50 000
623	623 - Publicité, public., relations publiques	55 050	MPM	30 000
	623 - dotations			
625	625 - Déplacements, missions et réceptions	123 930	TPM	20 000
626	626- Frais postaux et Téléphone	6 650		
628	628 - Participation conférences	9 500	Ville de Rousset	20 000
64 - Charges de personnel				
641	641 - Salaires	609 664		
645	645 - Charges sociales	242 721	Autofinancement	
647	647 - Autres charges	836	70 - Ventes	658 640
631	631- taxe salaires	19 249	706 - Prestations de services	232 640
633	633 - Formation professionnelle	3 750	707 - Ventes de marchandises	-
635	635 - Cotisation foncière des entreprises (CFE)	1 370	708 - Autres fonds propres	-
			756 - Cotisations	426 000
65	65 - Autres charges gestion courante	-		
			75 -Produits gestion courante	-
681	68 - Dotations aux amortissements	1 000		
Emplois des contributions en nature			Contributions en nature	180 000
861	Personnel Bénévole et mise à disposition locaux	200 000	Valorisation du Bénévolat	180 000
Total Dépenses		1 798 033	Total Recettes	1 798 033

Rousset, le 29 novembre 2018

Georges Falessi
Directeur Général du Pôle SCS


SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES
PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ SCS
 Place Paul Borde
 13790 ROUSSET
 Association déclarée - N° siret : 488 564 857 00024

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE POLE SAFE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée POLE DE COMPETITIVITE SAFE, créée en juin 2006 et régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la création de valeur et développer l'emploi sur la filière de la Sécurité globale et la mise à disposition auprès des entreprises de données et images issues des satellites en Région PACA, dont le siège social est situé Domaine du Petit Arbois BP 10028, 13545 AIX-EN-PROVENCE cedex 4, représentée par Claire-Anne REIX sa Présidente agissant au lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **SAFE**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

La C.A.S.A gère la technopole de Sophia Antipolis qui compte 2500 entreprises, en majorité dans des domaines de haute technologie, 38 000 emplois avec une croissance nette de 1000 emplois par an, et totalise un chiffre d'affaires de 5,6 milliards d'euros soit l'équivalent du chiffre d'affaires du tourisme de l'ensemble de la Côte d'Azur. Sophia Antipolis constitue un objet unique caractérisé par la fertilisation croisée et de nombreuses collaborations entre les différents acteurs : laboratoires, monde académique, start-ups, grandes entreprises.

En 2019, l'anniversaire des 50 ans de Sophia Antipolis sera l'opportunité de célébrer 50 années de recherche, d'innovation et de développement économique du territoire avec une projection sur les 50 prochaines années et la technopole du futur.

Ce cinquantenaire est le moment idéal pour faire le point sur les réussites d'un projet ambitieux :

- être un territoire pionnier de l'innovation en France et à l'étranger ;
- avoir réussi le pari de combiner besoins d'un territoire local à des enjeux économiques et sociétaux d'envergure nationale ;
- attirer constamment des investisseurs, les talents et étudiants étrangers ;
- créer et animer un écosystème complexe de recherches, d'innovations et d'entrepreneuriat à fort développement.

Afin de sensibiliser et d'impliquer les différentes cibles (entrepreneurs, start-ups, décideurs et investisseurs), plusieurs actions de communication et d'événements de formats et contenus divers seront organisés tout au long de l'année 2019 (conférences, ateliers, expositions...) en

collaboration avec les différents acteurs institutionnels, académiques, économiques et associatifs sophilopolitains.

Depuis sa création, la technopole a donc su s'adapter aux différentes vagues technologiques. Aujourd'hui son ADN, ses acteurs et son écosystème la positionnent naturellement sur l'intelligence artificielle. La candidature de Sophia Antipolis fait en effet partie des 4 sites nationaux présélectionnés pour être labellisés institut interdisciplinaire d'intelligence artificielle (3IA). Une initiative sur le véhicule intelligent est également née sur Sophia Antipolis en décembre 2017. L'utilisation des données du spatial dans ces deux champs d'application viendra développer et accroître le potentiel des projets.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. est engagée aux côtés du Pôle de Compétitivité SAFE, pôle régional présent en région Sud à travers ses 450 adhérents. Conformément à ses statuts, SAFE est une association professionnelle, à but non lucratif, dont l'objet est de fédérer l'écosystème de la Sécurité Globale et de favoriser par différents moyens, notamment au travers de son offre de services la croissance des entreprises en lien avec la recherche publique, dont elle se veut être le relais local.

SAFE est l'unique pôle français positionné sur les 2 filières complémentaires à la fois sur leurs technologies et leurs usages que sont l'aéronautique et le spatial, ainsi que les solutions et systèmes de sécurité de la filière « CSF Industries de Sécurité ».

Il se positionne ainsi sur la sécurité des biens et des personnes, que ce soit en terme d'équipement des forces de sécurité, de résilience des territoires, des villes et infrastructures sensibles (incluant la surveillance environnementale et la gestion des risques) ou de sécurité des grands événements. Sur le volet aéronautique et spatial, en tant qu'un des 3 pôles nationaux de la filière, SAFE se consacre à l'hélicoptère, aux dirigeables, aux drones, ainsi qu'à la filière satellites et à l'exploitation des données spatiales. Ces sujets font l'objet de 13 programmes co-animés par les équipes de SAFE et les industriels et laboratoires concernés. Le pôle regroupe et accompagne environs 35 adhérents présents sur le territoire de la CASA

SAFE, premier pôle européen dédié sur la thématique, souhaite également promouvoir le projet « BOOSTER SAFE » qui a pour objet de favoriser le développement de la valorisation des données et services spatiaux dans de nouveaux secteurs, en synergie avec l'écosystème local (projet SAFE BOOSTER inscrit dans la feuille de route de 7 Pôles de Compétitivité ainsi que des réseaux), avec 30 partenaires à ce jour. L'action SAFE BOOSTER a débuté en 2017.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association SAFE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'animation, la promotion, le rayonnement et la visibilité de l'écosystème de la Sécurité Globale, de l'aérospatiale et de ses applications sur le territoire sophilopolitain mais aussi favoriser le montage de projets collaboratifs sur cette thématique avec les entreprises et la collectivité territoriale, en lien également avec les OIR.

Les objectifs sont :

- Animer et développer l'écosystème de la Sécurité Globale et de l'aérospatial du territoire (entreprises, laboratoires, réseaux, ...) sur la Technopole.
- Accompagner les PME sophilopolitaines dans leur stratégie de croissance via une offre de services de l'innovation au marché.
- Impliquer les entreprises et laboratoires sophilopolitains dans un processus d'open innovation et de plateforme collaborative.

- Par rapport à la feuille de route du Pôle, favoriser l'essor des domaines d'activités stratégiques de la CASA et plus particulièrement de l'intelligence artificielle et du véhicule intelligent.
- Soutenir ses adhérents sophilopolitains dans le montage de projets collaboratifs avec la recherche publique.
- Organisation d'évènement thématique et networking sur le territoire de Sophia Antipolis

Plus spécifiquement sur le projet Booster :

- Faire émerger des projets collaboratifs intégrant les acteurs sophilopolitains, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle et du véhicule intelligent.
- Faciliter l'accès des big datas issues des satellites aux start-ups sophilopolitaines afin de développer de nouveaux usages et des projets collaboratifs.
- Animer des ateliers à Sophia Antipolis sur l'accès aux données spatiales.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association SAFE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association SAFE s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 1 808 650 €, dont 1 788 650 € au titre des actions d'animation de l'écosystème et 20 000 € pour l'action BOOSTER, pour un budget total prévisionnel de 4 360 028 €, conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 25.000 € répartis comme suit :

- 15 000€ au titre des actions d'animation de l'écosystème
- 10 000€ au titre du projet BOOSTER

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilan intermédiaire – Evaluation intermédiaire

SAFE s'engage à fournir au terme de la convention un bilan semestriel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions au cours du premier semestre 2020.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par SAFE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

SAFE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association SAFE remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020.

- Si l'Association SAFE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **SAFE devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

SAFE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association SAFE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

SAFE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à

l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

La Présidente du
POLE SAFE

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Claire-Anne REIX

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 19

ou date de début :

date de fin :

CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
60 – Achats	484680	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1260488
Prestations de services	477680		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation⁶	2276610
Autres fournitures	7000	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) fred/fnadt/directe	744705
61 - Services extérieurs	179776	-	
Locations	129000	-	
Entretien et réparation	20000	Région(s) : SUD	992265
Assurance	8276	-RHONE ALPES	21000
Documentation	22500	Département(s) :	0
62 - Autres services extérieurs	1517900	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1004580	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷	
Publicité, publication	117740	-MPM/TPM/NCA/GA, SMA etc	287500
Déplacements, missions	370580	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	25000	-	
63 - Impôts et taxes	35000	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	35000	-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	231140
64- Charges de personnel	1594665	-	
Rémunération des personnels	1052479	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	542186	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	308930
66- Charges financières	30000	Dont cotisations, dons manuels ou legs	308930
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	4007	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
TOTAL DES CHARGES	3846028	TOTAL DES PRODUITS	3846028
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	514000	87 - Contributions volontaires en nature	514000
Secours en nature		Bénévolat	514000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	514000	Dons en nature	
TOTAL	4360028	TOTAL	4360028

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20 19

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	241417	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	231220
Prestations de services	236700		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹¹	1304500
Autres fournitures	4717	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) fred	300000
61 - Services extérieurs	121153	-bop	50000
Locations	86935	-fnadt	190000
Entretien et réparation	13478	Région(s) : sud	565000
Assurance	5577	-	
Documentation	15163	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	357209	-CASA	25000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	201491	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	30500	-divers	174500
Déplacements, missions	108370	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	16848	-	
63 - Impôts et taxes	23587	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	23587	-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	1042585	-	
Rémunération des personnels	688106	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	354479	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	252930
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	252930
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	2699	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1788650	TOTAL DES PRODUITS	1788650
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	359000	87 - Contributions volontaires en nature	359000
Secours en nature		Bénévolat	359000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	359000	Dons en nature	
TOTAL	2147650	TOTAL	2147650
<p>La subvention de 25000€ représente 1,40% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20 19

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	0	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹¹	20000
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) ^{fred}	
61 - Services extérieurs	0	-bop	
Locations		-fnadt	
Entretien et réparation		Région(s) : sud	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	0	-CASA	20000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication		-divers	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	20000	-	
Rémunération des personnels	13240	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	6760	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	20000	TOTAL DES PRODUITS	20000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	20000	TOTAL	20000
<p>La subvention de 20000€ représente 100,00% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION POLE EUROBIOMED

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **CASA**.

ET

L'Association dénommée Pôle de compétitivité EUROBIOMED créée en Novembre 2005, régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de développer et fédérer un réseau d'entreprises et de laboratoires sur les filières Santé et Biotechnologies en Régions SUD et Occitanie, et d'accompagner l'ingénierie de projets collaboratifs, dont le siège social est situé 8 rue sainte barbe 13001 MARSEILLE, représentée par Xavier TABARY agissant au lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EUROBIOMED**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

La CASA est engagée aux côtés du Pôle de Compétitivité EUROBIOMED, pôle régional présent en PACA et Occitanie à travers ses 270 adhérents, en charge d'accompagner sur le territoire de la Technopole Sophia Antipolis la filière Santé et Biotechnologies.

Conformément à ses statuts, EUROBIOMED est une association professionnelle, à but non lucratif, dont l'objet est de fédérer l'écosystème Santé, Biotechnologies, Immunothérapie, MedTech, Diagnostic et Vieillessement et de favoriser par différents moyens, notamment au travers de ses accompagnements personnalisés CELLCOMP et BIOREZO la croissance des entreprises en lien avec la recherche publique, dont elle se veut être le relais local.

EUROBIOMED, 1^{er} réseau de diagnostic en Europe et 1^{er} Cluster positionné en immunothérapie et diagnostics, souhaite également promouvoir au niveau du territoire le montage et l'ingénierie de projets collaboratifs FUI ou autres dispositifs régionaux / européens sur la filière Santé, travailler à la consolidation et au développement du Bioparc (ex-site Galderma), et enfin animer la filière en synergie avec l'écosystème local .

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association EUROBIOMED s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'animation, la promotion, le rayonnement et la visibilité de l'écosystème Santé et Biotechnologies du territoire sophilopolitain, de favoriser le montage de projets collaboratifs sur la thématique avec les entreprises et la collectivité territoriale, en lien également avec les OIR, et d'accompagner le développement du Bioparc dédié aux Biotechnologies sur Sophia Antipolis, en étroite partenariat avec l'écosystème.

Les objectifs sont :

- Animer et développer l'écosystème Santé/Biotechnologies du territoire sophilopolitain (entreprises, laboratoires, réseaux, ...)
- Accompagner les entreprises sophilopolitaines de façon personnalisée notamment via les dispositifs CELLCOMP et BIOREZO
- Accompagner les entreprises du Bioparc (ex-site Galderma)
- Organisation d'ateliers, conférences thématiques et réunions networking sur Sophia Antipolis
- Communication et valorisation de la technopole avec le marqueur « Biotechnologies »

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'association EUROBIOMED pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association EUROBIOMED s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 10 000 €, pour un budget global de 1 331 942 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilan intermédiaire – Evaluation intermédiaire

EUROBIOMED s'engage à fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions au cours du premier semestre 2019.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EUROBIOMED.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

EUROBIOMED s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'Association EUROBIOMED remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2019.
- Si l'Association EUROBIOMED est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **EUROBIOMED devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

EUROBIOMED reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EUROBIOMED, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A

EUROBIOMED s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Le Président de l'association
POLE de compétitivité EUROBIOMED

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Xavier TABARY

Jean LEONETTI

Projet n°....

6. Budget⁵ du projet

Année 2019, ou exercice du 01/01/2019... au 31/12/2019..

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES		Montant	PRODUITS		Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats	28 044	⊕	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	242 000	
Achats matières et fournitures	25 000		73 - Dotations et produits de tarification		
Autres fournitures	3 044		74 - Subventions d'exploitation ²	673 500	⊕
			Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page		
61 - Services extérieurs	120 875	⊕	DIRECCTE PACA	202 500	
Locations	41 858				
Entretien et réparation	22 071				
Assurance	4 947		Conseil-s Régional(aux) :		
Documentation Frais de colloques et séminaires	15 000		Région SUD	216 000	
Prestations de services	37 000		OCCITANIE	100 000	
62 - Autres services extérieurs	245 502	⊕	Conseil-s Départemental (aux) :		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	39 575				
Publicité, publication	60 000				
Déplacements, missions	123 857		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :		
Services bancaires, autres	22 071		AMPM -TPM	65 000	
63 - Impôts et taxes	0		NCA - Montpellier - Nimes	85 000	
Impôts et taxes sur rémunération			CASA	5 000	
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :		
64 - Charges de personnel	652 078	⊕	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)		
Rémunération des personnels	443 413		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)		
Charges sociales	208 665		Aides privées (fondation)		
Autres charges de personnel			Autres établissements publics		
65 - Autres charges de gestion courante			75 - Autres produits de gestion courante	131 000	⊕
			756. Cotisations	131 000	
			758. Dons manuels - Mécénat		
66 - Charges financières			76 - Produits financiers		
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels		
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées			78 - Reprises sur amortissements et provisions		
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés			79 - Transfert de charges		
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET		
Charges fixes de fonctionnement					
Frais financiers					
Autres					
TOTAL DES CHARGES	1 046 500	⊕	TOTAL DES PRODUITS	1 046 500	⊕
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature	285 442	
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat	285 442	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévole	285 442		875 - Dons en nature		
TOTAL	1 331 942	⊕	TOTAL	1 331 942	⊕
La subvention sollicitée de 5 000 €., objet de la présente demande représente 0.37 % du total des produits du projet (montant sollicité/total du budget) x 100.					

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 29/04/2019
Numéro : BC_2019_048
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Pôles de compétitivité - Attribution de subventions
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : oolgjNp

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/05/2019
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE

Acte reçu

Date : 29/04/2019
Numéro interne : BC_2019_048
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Pôles de compétitivité - Attribution de subventions
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 6
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_5.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_6.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_048-DE-1-1_7.PDF

N